

## **Nous avons perdu le sens du collectif**

Bien sûr, ils sont nombreux les journaux, lettres et magazines qui présentent et commentent l'actualité des collectivités locales. Communes de France jouait cependant un rôle particulièrement utile pour tous les élus qui n'ont pas oublié l'origine politique de leur engagement. En mobilisant une expertise particulièrement pointue sur l'actualité législative et les enjeux financiers de nos collectivités, notre journal permettait à chacun, élu minoritaire ou majoritaire, de dépasser les slogans pour se faire une opinion précise des enjeux en cours et de leurs impacts de court ou moyen terme. Il lançait des débats, partageait les bonnes pratiques. S'attachant à prendre en compte les différents niveaux d'organisation locale, communes, intercommunalités, départements, régions, il mettait en évidence nos éventuelles – et fréquentes - contradictions internes et nous invitait à les réduire. Alors que les organes dédiés à tel ou tel niveau de collectivité ont souvent une fonction de lobbying spécialisé, Communes de France nous obligeait à penser global.

Nous avons, avec Claudy Lebreton puis Marylise Branchu, choisi de faire de Communes de France un journal totalement indépendant de la publicité. Ce choix était ambitieux : il était indispensable pour affirmer notre totale liberté et écarter tout risque de compromission. La conséquence de ce choix aurait dû être un engagement politique plus fort de la part de nous tous. Ceux d'entre nous qui sont chefs d'exécutifs, détenteurs de nombreuses sources d'information, n'ont parfois pas le sentiment d'avoir besoin de Communes de France. Ils avaient le devoir d'assurer sa survie pour celles et ceux qui siègent dans des positions moins favorables dans les conseils locaux. Communes de France disparaît non pas de n'avoir pas rempli sa mission. Mais parce que nous avons trop perdu le sens du collectif.

Comme membre du bureau de la FNESR, je dis ici combien je suis contrariée de constater que la fin de Communes de France n'aura en rien été un choix collectif. Que nous n'aurons même pas eu l'élégance de saluer collectivement celles et ceux qui ont œuvré pendant des années pour ce journal. Mais comment aurait-il pu en être autrement quand on sait que, depuis plus d'un an, ce qui faisait l'âme de la FNESR, la camaraderie au-delà des courants du PS, le sens du collectif, la passion des collectivités, a totalement disparu ? Ici aussi, il faudra reconstruire.

**Irène Félix**  
**Secrétaire générale de la FNESR**